

Construisons une grande mobilisation pour faire dérailler le gouvernement Macron

La mobilisation contre le gouvernement Macron-MEDEF est lancée.

Cette journée du 22 mars, en regroupant plusieurs centaines de milliers de salariéEs, doit être un point de départ pour mettre un coup d'arrêt à sa politique. Les fonctionnaires sont mobiliséEs, les salariés d'Air France aussi, les cheminotEs également avant le début de leur grève à partir du 3 avril; les hôpitaux seront dans l'action début avril. Les jeunes sont en lutte contre la sélection depuis plusieurs mois maintenant. Dans le privé s salariéEs se battent contre les licenciements, les suppressions de postes, les fermetures d'entreprises. L'épreuve de force est donc bel et bien lancée entre un gouvernement qui veut tout casser et le monde du travail.

Nous sommes touTEs attaquéEs par ce gouvernement

Les attaques pleuvent contre touTEs les salariéEs. Le gouvernement Macron veut en finir avec les acquis sociaux. Il veut casser tout ce qui est statutaire et décupler la précarité : la casse du statut des cheminots est en cours d'élaboration, mais celle du statut des enseignants, avec la nouvelle réforme de la formation, et de toute la fonction publique au travers de CAP2022 est programmée. C'est une attaque en réalité similaire à la loi travail qui a réduit les droits des salariéEs du privé.

Le gouvernement veut supprimer 120.000 postes dans les services publics, dans le même temps où se multiplient les plans de suppression d'emplois dans le privé, à Ford, PSA, Carrefour, Pimkie, Pages jaunes... et que Macron veut s'en prendre à l'assurance chômage !

Les privatisations, à la SNCF et ailleurs, dégraderont inévitablement le service aux usagers et provoqueront des augmentations de tarifs.

Construire et gagner l'épreuve de force

Le gouvernement n'est pas idiot : il sait qu'en s'attaquant à tous les secteurs en même temps, il engage une confrontation globale avec le monde du travail. Son objectif est, après avoir gagné la bataille de la « loi travail », d'infliger une nouvelle défaite lui

permettant ensuite d'attaquer à nouveau les retraites.

Nous sommes donc touTEs concernéEs par la lutte qui débute. Ce gouvernement ne cédera que face à un rapport de force considérable, un grand mouvement de grève qui fasse se rejoindre différents secteurs, avec des manifestations massives.

C'est à notre portée, mais pour cela, nous ne pourrions pas nous contenter de journées de mobilisations. Il faudra faire en sorte que différents professions basculent dans un mouvement permanent. Pour en discuter, nous avons besoin d'assemblées générales unitaires, qui débattent de la construction de notre lutte.

Un appel unitaire pour soutenir la mobilisation qui s'engage a été signé par les formations politiques Alternative Libertaire (AL) ; EELV ; Ensemble ; Gauche Démocratique et sociale (GDS) ; Génération.s ; Groupe Parlementaire FI ; NPA ; Nouvelle Donne ; PCF ; PCOF ; Parti de Gauche (PG) ; République et socialisme. C'est un bon signe. Peut-être le début d'une mobilisation nationale et unitaire pour construire une opposition militante à ce gouvernement, dans les entreprises, les quartiers, les régions.

Un plan d'urgence anticapitaliste

Beaucoup de salariéEs hésitent à s'engager dans la bataille car, si les attaques du gouvernement peuvent nous faire perdre beaucoup, la situation est déjà dramatique sur la plupart des lieux de travail. C'est pour cette raison que, 50 ans après Mai 68, il est temps de lancer une contre-offensive, pour imposer aux capitalistes des mesures d'urgences : la réduction massive du temps de travail sans perte de salaire pour en finir avec le chômage et la souffrance au travail, l'interdiction des licenciements, des suppressions des postes, la réquisition des banques et grandes entreprises.

C'est pour la victoire de ces revendications, pour les imposer au gouvernement et au grand patronat, que nous sommes dans la rue aujourd'hui.



Saint-Malo, le
22 mars 2018

Pour prendre contact avec
le comité NPA du pays malouin:
npsaintmalo@gmail.com



**NOUS
CONTINUONS
LE COMBAT !**

réunion - débat
vendredi 30 mars - 20h
mairie annexe de Paramé
avec Alain KRIVINE

Depuis quelques semaines, Mai 68 ré-occupe le devant de la scène médiatique.

C'est l'occasion pour les militant.e.s du NPA de rappeler, sans nostalgie ni fascination, ce que représenta cette **grande vague révolutionnaire internationale** et cette **grève générale massive en France**, portée par une contestation inédite de la jeunesse contre l'ordre social et politique.

Notre comité NPA du pays malouin a décidé d'organiser une réunion publique sur le thème « **Mai 1968: nous continuons le combat !** ». Notre camarade **Alain Krivine** qui fut l'un des acteurs directs de cette période et qui, à l'inverse de tant de ses contemporains, est demeuré fidèle à ses engagements, nous a paru le mieux à même d'en parler et dire en quoi, aujourd'hui, notre courant politique avec d'autres, continue le combat.

Venez en débattre avec nous, **vendredi 30 mars à 20h à la mairie annexe de Paramé.**